

F. 88 — 2293

Arrêt

Numéro du rôle : 75

Arrêt n° 71 du 21 décembre 1988.

En cause : le recours introduit par l'Exécutif régional wallon en annulation de l'article 4, 1^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986.

La Cour d'arbitrage,
composée des présidents J. Delva et E. Gutt,
et des juges J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,
M. Melchior et H. Boel,
assistée du greffier H. Van der Zwalmen,
sous la présidence du président E. Gutt,
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet*

Par requête du 11 mars 1988, transmise à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 1^{er} avril 1988, l'Exécutif régional wallon demande l'annulation de l'article 4, 1^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi et, pour autant que de besoin, de l'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 modifiant la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, tel qu'il a été confirmé par l'article 4, 1^o, de la loi du 30 mars 1987 précitée.

II. *Procédure*

Par ordonnance du 1^{er} avril 1988, le président en exercice a désigné les membres du siège conformément aux articles 46, § 1^{er}, 48 et 49 de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique précitée a été publié au *Moniteur belge* du 28 avril 1988.

En application des articles 59 et 113 de la loi organique susdite, les notifications du recours ont été faites par lettres recommandées à la poste le 28 avril 1988 et remises aux destinataires le 29 avril 1988.

Le Conseil des Ministres a introduit un mémoire le 30 mai 1988.

En exécution de l'article 1^{er} de la directive de la Cour du 15 décembre 1987 (*Moniteur belge* du 29 décembre 1987), ce mémoire a été notifié aux personnes et autorités mentionnées à l'article 69 de la loi organique du 28 juin 1983 par lettres recommandées à la poste le 7 juin 1988 et remises aux destinataires le 8 juin 1988.

L'Exécutif régional wallon a transmis des conclusions par lettre recommandée à la poste le 18 juillet 1988 et reçue au greffe le 19 juillet 1988.

Ces conclusions ont été notifiées, en application de l'article 3, d, de la directive de la Cour du 15 décembre 1988 et remises aux destinataires les 27 et 28 juillet 1988.

Par ordonnance du 15 septembre 1988, la Cour a prorogé jusqu'au 31 mars 1989 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 11 octobre 1988, le président E. Gutt a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 3 novembre 1988.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 12 octobre 1988 et remises aux destinataires les 13 et 14 octobre 1988.

A l'audience du 3 novembre 1988 :

— ont comparu :

Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif régional wallon, rue de Fer 42, 5000 Namur;

Me M. Mahieu, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des Ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles;

— les juges D. André et L.P. Suetens ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983 relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. *En droit*

En ce qui concerne la compétence de la Cour

1.A.1. Dans son mémoire du 30 mai 1988, le Conseil des Ministres soulève une exception d'incompétence.

Le recours de l'Exécutif de la Région wallonne est recevable en tant qu'il est dirigé contre la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi.

Le Conseil des Ministres considère que la Cour d'arbitrage n'est toutefois pas compétente à l'égard de l'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986, tel que confirmé par l'article 4, 1^o, de la loi précitée du 30 mars 1987. A l'audience publique du 3 novembre 1988, le Conseil des Ministres a déclaré qu'il ne discutait pas davantage de cette exception et s'en remettait à l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 8 juin 1988.

1.A.2. L'Exécutif de la Région wallonne se réfère, dans ses conclusions, à l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage le 8 juin 1988 d'où il apparaît que la Cour peut contrôler à la fois l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé et la loi de confirmation.

L'Exécutif considère que le recours est également recevable *ratione temporis*, étant donné que le délai prescrit a été respecté tant en ce qui concerne la loi de confirmation que l'arrêté de pouvoirs spéciaux.

1.B.1. En exécution de l'article 107 *ter*, § 2, de la Constitution, l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983 dispose que la Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêts, sur les recours en annulation d'une loi ou d'un décret pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions.

1.B.2. Un arrêté royal pris en vertu d'une loi de pouvoirs spéciaux constitue un acte du pouvoir exécutif soumis au contrôle de légalité des cours et tribunaux en vertu de l'article 107 de la Constitution et contre lequel un recours peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat pour cause d'excès de pouvoir.

La confirmation par le législateur d'un arrêté de pouvoirs spéciaux a pour effet de soustraire cet arrêté au contrôle de légalité exercé par les cours et tribunaux et à la censure d'annulation par le Conseil d'Etat.

Par sa confirmation, l'arrêté de pouvoirs spéciaux doit être considéré comme étant assimilé à une loi, et son contenu peut faire l'objet d'une décision de la Cour sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 28 juin 1983, adoptée en exécution de l'article 107 *ter*, § 2, de la Constitution.

1.B.3. La Cour est, par conséquent, compétente pour connaître du recours en annulation de l'arrêté royal de pouvoirs spéciaux confirmé n° 472 du 28 octobre 1986.

1.B.4. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983, un recours en annulation d'une loi n'est recevable que s'il est introduit dans un délai d'un an suivant la publication de cette loi.

1.B.5. L'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 a été publié au *Moniteur belge* du 20 novembre 1986. La loi de confirmation du 30 mars 1987 a été publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} avril 1987. Le recours en annulation a été introduit le 31 mars 1988.

En confirmant un arrêté de pouvoirs spéciaux, le législateur s'approprie les matières qui y sont réglées.

Le délai prescrit par l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983 prend cours à la date de la publication de la loi de confirmation, tant en ce qui concerne cette dernière que pour ce qui est de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé. Avant cette date, en effet, l'arrêté de pouvoirs spéciaux ne saurait, s'agissant d'un acte du pouvoir exécutif, faire l'objet d'un recours en annulation auprès de la Cour.

Le délai prescrit par l'article 2, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983 a été respecté tant en ce qui concerne la loi de confirmation que pour ce qui est de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé.

La Cour étant ainsi compétente tant à l'égard de la loi de confirmation que de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé, le contrôle de la Cour porte à la fois sur l'article concerné de la loi de confirmation et sur les dispositions de l'arrêté de pouvoirs spéciaux confirmé.

En ce qui concerne les moyens et les arguments des parties

2.A.1. Dans un premier moyen, l'Exécutif de la Région wallonne invoque la violation de l'article 107 *quater* de la Constitution, de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, et 6, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 en ce que l'arrêté royal n° 472 modifie la réglementation relative au cadre spécial temporaire sans associer les Exécutifs régionaux, selon les modalités prévues, à l'élaboration des mesures de placement, alors que cette association est prescrite par l'article 6, § 4, 3^o, de ladite loi spéciale.

2.A.1.2. Le Conseil des Ministres soutient en ordre principal que le moyen est irrecevable : l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale, invoqué par le requérant, ne serait pas une règle répartitrice de compétence.

Si, toutefois, la Cour considère que l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale constitue une règle répartitrice de compétence, le Conseil des Ministres fait alors valoir, à titre subsidiaire, que le premier moyen doit être déclaré non fondé, au motif que les Exécutifs ont été consultés sur l'avant-projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux et que la disposition invoquée de la loi spéciale n'a donc pas été violée.

2.A.1.3. Dans ses conclusions du 18 juillet 1988, l'Exécutif de la Région wallonne soutient d'abord que l'objet de l'arrêté royal n° 472 s'inscrit dans le cadre de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'Exécutif considère que, contrairement à ce qu'affirme le Conseil des Ministres, le premier moyen, qui est essentiellement tiré de la violation de l'article 6, § 4, de la loi spéciale, est recevable, parce qu'il s'agit ici d'une règle de compétence dont la violation peut être sanctionnée par la Cour d'arbitrage.

L'Exécutif estime en outre que le premier moyen est fondé, en ce qu'aucun des contacts qui ont eu lieu entre l'Etat et les Régions ne répond, selon lui, à l'exigence de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale.

2.A.2.1. Dans le second moyen l'Exécutif de la Région wallonne invoque la violation de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, et 6, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980 confère à l'Etat la compétence d'arrêter les mesures générales relatives au cadre spécial temporaire, mais transfère aux Régions la compétence de mettre ces mesures en œuvre, par le biais de décisions individuelles ou à caractère réglementaire. Selon l'Exécutif de la Région wallonne, l'arrêté royal n° 472 incriminé viole la disposition visée en ce que l'exécution des mesures arrêtées relève exclusivement des autorités nationales.

Il résulte de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 que les Exécutifs régionaux doivent être associés à l'approbation des projets relatifs au cadre spécial temporaire. L'arrêté royal n° 472 n'autorise pas une telle association et viole donc la disposition susvisée.

2.A.2.2. Pour ce qui est du second moyen, le Conseil des Ministres soutient d'abord qu'il n'est pas recevable en ce qu'il invoque la violation de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, lequel n'est pas une règle répartitrice de compétence.

Le Conseil des Ministres soutient ensuite que le second moyen doit être rejeté dans son ensemble.

En ce qui concerne l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale du 8 août 1980, la compétence régionale est limitée dans son objet : elle ne vise que le placement des chômeurs, alors que la politique de l'emploi est nationale. La compétence régionale, poursuit le Conseil des Ministres, est également limitée dans ses moyens : elle est une compétence d'exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale. Pareille compétence se distingue du pouvoir normatif confié aux Régions par l'article 6, § 1^{er}, IX, 1^o, de la loi spéciale en matière de placement des travailleurs.

Pour ce qui est de la violation de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980, le Conseil des Ministres précise que la nouvelle réglementation introduit expressément l'intervention des Régions, sous la forme d'une proposition exprimée par une commission interministérielle, dans le processus des décisions d'approbation des demandes de cadre spécial temporaire, approbation désormais confiée à l'administrateur général de l'Office national de l'emploi. La proposition faite par la commission interministérielle constituée, selon le Conseil des Ministres, une procédure d'« association » des Exécutifs régionaux. Cette branche du moyen doit donc également être déclarée non fondée.

2.A.2.3. Dans ses conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne explicite l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale. La compétence propre de la Région implique, selon l'Exécutif, que celle-ci peut prendre des mesures dans le cadre des dispositions nationales et assurer l'exécution et l'application individuelle de toutes ces mesures nationales ou régionales.

L'Exécutif analyse ensuite les différentes branches du second moyen et conclut que, sur plusieurs points, les dispositions de l'arrêté royal n° 472 sont contraires à l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale.

L'arrêté royal viole également la disposition répartitrice de compétence visée ci-dessus en ce qu'il laisse subsister telles quelles plusieurs dispositions de la loi du 22 décembre 1977 qui sont incompatibles avec la répartition des compétences intervenue en 1980 et en ce qu'il empêche de la sorte les Régions d'exercer leurs compétences.

L'arrêté royal n° 472 viole en outre l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale, qui contraint l'autorité nationale à associer les Exécutifs régionaux à l'approbation des projets de C.S.T. L'article 2 de l'arrêté royal maintient notamment le pouvoir de décision des ministres nationaux et dispose que les projets sont approuvés sur la proposition d'une commission interministérielle dont la composition est confiée au Roi. Certes, les Exécutifs régionaux siègent au sein de cette commission, mais ils y sont minoritaires et n'y disposent d'aucun pouvoir décisionnel.

En ce qui concerne l'objet de l'arrêté entrepris

2.B.1. L'arrêté royal n° 472 incriminé modifie une série de dispositions de la section 3 du chapitre III de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, qui ont trait au cadre spécial temporaire.

L'objet de l'arrêté royal n° 472 querellé s'inscrit dans le cadre de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, b, de la loi spéciale, lequel, d'une part, rend les Régions compétentes pour le placement des chômeurs occupés temporairement et hors cadre dans des activités d'intérêt général et, d'autre part, réserve à l'autorité nationale la compétence d'arrêter au préalable les mesures qui, en ce qui concerne la politique de l'emploi, tendent à la résorption du chômage.

En ce qui concerne la compétence des Régions en matière de placement des chômeurs

2.B.2. Les dispositions actuellement applicables sont les articles 6, § 1^{er}, IX, 2^o, et 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

L'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les matières visées à l'article 107^{quater} de la Constitution sont :

...

IX. En ce qui concerne la politique de l'emploi :

...

2^o En exécution des mesures arrêtées par l'autorité nationale :

a) le placement des chômeurs dans le cadre de la mise au travail par la Région, les pouvoirs subordonnés et les personnes physiques et morales;

b) le placement des chômeurs, occupés temporairement et hors cadre dans des activités d'intérêt général;

... ».

L'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 dispose :

« Les Exécutifs seront associés :

...

3^o aux mesures pour le placement des chômeurs et à l'approbation des projets visés au § 1^{er}, IX, 2^o ».

2.B.3. De la lecture conjointe des textes précités, il résulte que la matière « placement des chômeurs » a fait l'objet d'une répartition de compétences entre l'autorité nationale, qui arrête les mesures réglant ce placement, et l'autorité régionale, qui dispose également d'un pouvoir propre, limité toutefois par les mesures arrêtées ailleurs, auxquelles cependant les Exécutifs doivent être associés.

L'étendue de la matière « placement des chômeurs » qui relève des Régions est limitée en ce que leur compétence ne peut être exercée que dans le cadre des mesures arrêtées par l'autorité nationale au plan de la politique de l'emploi axée sur le placement des chômeurs : telle est la portée de la notion « en exécution des ... ».

Pour arrêter les mesures qu'elle estime nécessaires en vue de la résorption du chômage - ce qui constitue l'essence de sa compétence - l'autorité nationale peut agir non seulement par son organe législatif, mais aussi par son organe exécutif, en ce compris les services administratifs qui dépendent d'elle, sans que pour autant et de ce fait elle empiète sur le terrain de la compétence attribuée aux Régions.

La compétence d'arrêter les mesures attribuée à l'autorité nationale par la loi spéciale - c'est-à-dire la compétence normative de l'autorité nationale - ne permet cependant pas d'arrêter des mesures qui empêchent la Région d'établir, le cas échéant, des règles en exécution des mesures précitées et d'assurer l'application individuelle de ces mesures.

2.B.4. En vertu de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale, les Exécutifs doivent être « associés » :

a) aux mesures arrêtées en vue du placement des chômeurs, donc à l'exercice de la compétence nationale;

b) à l'approbation des projets élaborés en application des mesures arrêtées par l'autorité nationale et exécutées par l'autorité régionale.

Contrairement aux dispositions de l'article 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980, lesquelles règlent la compétence en matière de politique de l'emploi, la disposition de l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale ne peut pas être considérée comme une règle déterminant les compétences respectives de l'Etat et des Régions au sens de l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi organique du 28 juin 1983.

Cette disposition impose à l'autorité nationale des obligations concernant l'exercice de certains aspects de sa compétence sur le plan de la politique de l'emploi, mais ne règle d'aucune façon les compétences législatives respectives de l'Etat et des Régions en cette matière.

Par conséquent, la Cour d'arbitrage n'est pas compétente pour sanctionner une violation éventuelle de ladite disposition.

La Cour ne peut dès lors contrôler la validité de l'arrêté royal n° 472 incriminé qu'au regard des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, IX, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

En ce qui concerne les deux moyens examinés conjointement

2.B.5.1. L'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 472 querellé modifie sous divers aspects l'article 81 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 8 décembre 1978 et par l'arrêté royal n° 224 du 7 décembre 1983.

L'article 1^{er} supprime, en ses 1^o et 2^o, la condition de parrainage à l'égard des associations de personnes de droit ou de fait qui ne poursuivent aucun but lucratif, qui agissent en tant que promoteurs de projets de cadre spécial temporaire.

Les dispositions visées règlent un aspect de la procédure d'introduction des projets de cadre spécial temporaire et relèvent de la compétence normative générale de l'autorité nationale en matière de placement des chômeurs. Elles n'imposent aucune limitation à la compétence d'exécution de l'article 6, § 1er, IX, 2^o de la loi spéciale.

L'article 1er, 3^o et 4^o, habilite le Roi à modifier l'application du cadre spécial temporaire quant aux travailleurs qui peuvent être occupés. Ce faisant, ces dispositions ne violent pas les règles de compétence dès lors qu'elles visent uniquement à définir le champ d'application du cadre spécial temporaire et à habiliter le Roi à le restreindre ou à l'élargir.

2.B.5.2. L'article 2 de l'arrêté royal n^o 472 entrepris modifie l'article 82 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

Cette disposition assignait notamment « un rôle prépondérant » aux comités subrégionaux de l'emploi dans la procédure d'instruction des demandes introduites et disposait que les demandes étaient approuvées par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant le Budget dans ses attributions.

L'article 2 de l'arrêté royal n^o 472 querellé supprime le « rôle prépondérant » des comités subrégionaux de l'emploi et subordonne la décision du Ministre de l'Emploi et du Travail et du Ministre ou Secrétaire d'Etat ayant le Budget dans ses attributions à une proposition d'une commission interministérielle.

L'autorité nationale est demeurée dans les limites de sa compétence en supprimant l'intervention des comités subrégionaux de l'emploi et en prévoyant l'intervention d'une commission interministérielle dans le processus décisionnel.

Le règlement des principes de base de la procédure relative à l'introduction et l'instruction des demandes de projets de cadre spécial temporaire ressortit, en effet, au cadre normatif que l'autorité nationale peut fixer en matière de placement des chômeurs.

Certes, l'approbation de projets concrets s'inscrit dans le cadre de l'exécution de mesures de placement des chômeurs arrêtées par l'autorité nationale.

On pourrait soutenir, sur la base du seul article 6, § 1er, IX, 2^o, de la loi spéciale, que cette approbation de projets concrets relève du pouvoir d'exécution et d'application des autorités régionales.

Toutefois, la disposition de l'article 6, § 1er, IX, 2^o, ne peut être isolée, mais elle doit être lue conjointement avec la disposition de l'article 6, § 4, 3^o, qui spécifie que les Exécutifs « seront associés » tant aux mesures pour le placement des chômeurs qu'à l'approbation des projets, ce qui implique nécessairement que la décision finale en la matière continue d'être du ressort de l'autorité nationale.

Par conséquent, l'article 2 de l'arrêté royal n^o 472 entrepris qui, comme auparavant, attribue le pouvoir d'approbation au Ministre de l'Emploi et du Travail et au Ministre ou Secrétaire d'Etat qui a le Budget dans ses attributions n'est pas davantage entaché d'excès de compétence.

2.B.5.3. L'article 3 de l'arrêté royal n^o 472 incriminé remplace l'article 83 de la loi du 22 décembre 1977 par une disposition nouvelle et attribue aux services de placement de l'Office national de l'emploi la compétence de présenter des travailleurs à occuper dans le cadre spécial temporaire. L'article 3 dispose en outre que l'administrateur général de l'Office national de l'emploi ou son délégué approuve les contrats de travail conclus conformément aux demandes approuvées, le directeur du service subrégional de l'emploi ayant vérifié si les travailleurs remplissent les conditions d'engagement.

Ainsi rédigé, l'article 3 exclut l'autorité régionale de la présentation des travailleurs, de la conclusion et de l'approbation du contrat; de même, il ne réserve à cette autorité régionale aucun rôle dans l'exécution du contrat à conclure.

L'article 3 est dès lors entaché d'excès de compétence.

2.B.5.4. L'article 4, 1^o, de l'arrêté royal n^o 472 incriminé complète l'article 84, alinéa 1er, de la loi du 22 décembre 1977, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal n^o 20 du 8 décembre 1978, et prévoit que les contrats de travail à durée déterminée ne pourront pas dépasser un an.

L'autorité nationale, qui est compétente pour arrêter des mesures en matière de placement des chômeurs, peut également limiter dans le temps la portée de ces mesures.

L'article 4, 2^o, remplace l'article 84, alinéa 3, de la loi du 22 décembre 1977, modifié par l'arrêté royal n^o 20 du 8 décembre 1978, qui prévoyait qu'une copie du contrat de travail devait être envoyée au directeur du bureau régional de l'Office national de l'emploi.

Le nouvel article 84, alinéa 3, impose désormais d'envoyer une copie du contrat de travail à l'administrateur général de l'Office national de l'emploi ou à son délégué, ainsi qu'au directeur du service subrégional de l'emploi de l'Office national de l'emploi.

L'autorité nationale est compétente pour apprécier et disposer, à l'égard d'une mesure de placement des chômeurs arrêtée avant l'entrée en vigueur de la loi spéciale du 8 août 1980, quels organes ou organismes publics dépendant d'elle sont chargés d'une mission d'exécution déterminée, dans la mesure où, ce faisant, elle ne compromet pas la compétence d'exécution des Régions.

La disposition de l'article 4, 2^o, de l'arrêté royal n^o 472 attaqué reste dans les limites de la compétence nationale.

2.B.5.5. L'article 5 de l'arrêté royal n^o 472 incriminé modifie la rédaction de l'article 86 de la loi du 22 décembre 1977, modifié par l'arrêté royal n^o 20 du 8 décembre 1978 et par l'arrêté royal n^o 27 du 24 mars 1982. Cette disposition règle les modalités de la rémunération perçue par les travailleurs occupés, impose aux travailleurs des exigences en matière de diplôme, de certificat ou de brevet et prévoit enfin que certaines catégories de travailleurs peuvent bénéficier, à charge de l'Etat, d'un supplément de rémunération, dans les cas et aux conditions que le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

La disposition précitée n'apporte d'autre modification à la loi du 22 décembre 1977 que l'abrogation d'une disposition qui se rapportait à une formule de transition instituée en 1982.

En adoptant les dispositions du nouvel article 86, l'autorité nationale est demeurée dans le cadre des mesures qu'elle est habilitée à arrêter, sans porter atteinte à la compétence d'exécution des Régions.

2.B.5.6. L'article 6 abroge l'article 87, alinéa 3, de la loi du 22 décembre 1977, modifié par l'arrêté royal n^o 20 du 8 décembre 1978.

Cette dernière disposition énonçait :

« Toutefois, lorsque des projets sont introduits par une administration de l'Etat ou par un organisme d'intérêt public, les Ministres concernés peuvent décharger l'Office national de l'emploi du paiement de la rémunération et de l'accomplissement en lieu et place de l'employeur des obligations visées à l'alinéa 2. Dans ce cas, il n'est pas dérogé aux règles habituelles d'assujettissement à la sécurité sociale et l'Office national de l'Emploi rembourse à l'employeur le montant des rémunérations payées et des cotisations sociales y afférentes. »

Une telle disposition peut s'inscrire dans le cadre des mesures arrêtées par l'autorité nationale en vue du placement des chômeurs et ne déroge pas au pouvoir d'exécution des Régions.

L'article 6 ne comporte dès lors aucune violation d'une règle de compétence puisqu'il se borne à abroger une disposition que le législateur national peut édicter sur la base de sa compétence en matière de placement des chômeurs.

2.B5.7. L'article 7 de l'arrêté royal n° 472 attaqué remplace, à l'article 88, alinéa 2, de la loi du 22 décembre 1977, les mots « le directeur du bureau régional » par les mots « l'inspecteur régional du chômage ».

L'article 88 de la loi du 22 décembre 1977, tel que modifié, règle les sanctions qui peuvent être appliquées à l'égard de chômeurs qui refusent de conclure un contrat qui leur est présenté en application des mesures de placement arrêtées par l'autorité nationale, ainsi qu'à l'égard des travailleurs qui sont licenciés pour motifs graves. La sanction consiste en l'exclusion du bénéfice des allocations de chômage. La décision est prise par l'inspecteur régional du chômage.

La réglementation relative aux allocations de chômage est, dans son ensemble, demeurée une matière nationale. L'autorité nationale peut déterminer quel service ou fonctionnaire national sera chargé de l'exécution et de l'application de cette réglementation.

L'article 7 relève dès lors de la compétence normative de l'autorité nationale en la matière.

2.B5.8. L'article 8 supprime dans l'article 89, alinéa 3, de la loi du 22 décembre 1977, modifié par l'arrêté royal n° 20 du 8 décembre 1978, les mots « approuvés par le directeur du bureau régional de l'Office national de l'emploi ».

L'article 89 précité énonce, dans sa version actuelle :

« Les agents désignés par le Roi surveillent le respect par les employeurs de l'occupation des travailleurs dans les conditions et aux tâches prévues dans la demande approuvée par le Ministre.

En cas de non-respect, le Ministre peut transférer à l'employeur tout ou partie de la charge des rémunérations et des cotisations sociales y afférentes et faire procéder, s'il y a lieu, à la récupération qui en résulte, selon les modalités de recouvrement déterminées par le Roi.

L'application de la mesure prévue à l'alinéa 2 ne peut porter atteinte aux droits du travailleur qui résultent de l'exécution des contrats. »

Une telle disposition relève de la compétence normative de l'autorité nationale en la matière.

2.B5.9. L'article 9 fixe la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 472 et n'implique aucune violation d'une règle de compétence.

2.B5.10. Comme c'est le cas dans toutes les lois et dans tous les arrêtés de pouvoirs spéciaux, l'exécution des mesures arrêtées au plan national est, à l'article 10, confiée à des autorités nationales. Eu égard à l'annulation de l'article 3 par le présent arrêt, cette mission ne peut être comprise comme étant une usurpation de la compétence régionale concernant le placement des chômeurs.

2.B6. La Cour constate que l'autorité nationale est demeurée seule compétente pour la politique de l'emploi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale alors que l'arrêté royal n° 472 incriminé est applicable dans les trois Régions du pays. Il s'indique dès lors de limiter l'annulation de l'article 3 de l'arrêté royal n° 472 aux seules Régions wallonne et flamande.

2.B7. Il y a lieu, dans un souci de sécurité juridique, afin de garantir la situation juridique des travailleurs occupés dans le cadre spécial temporaire, de restreindre, par voie de disposition générale, l'effet rétroactif de l'annulation de l'article 3, ce en application de l'article 6, § 2, de la loi organique et de l'article 1er de la loi du 10 mai 1985 relative aux effets des arrêts d'annulation rendus par la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,

La Cour,

1. annule l'article 4, 1^o, de la loi du 30 mars 1987 portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 1er de la loi du 27 mars 1986 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi, dans la mesure où cette disposition confirme l'article 3 de l'arrêté royal n° 472 du 28 octobre 1986 modifiant la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978, ainsi que ledit article 3 de l'arrêté royal précité, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent à la Région wallonne et à la Région flamande;

2. rejette le recours pour le surplus;

3. maintient à titre définitif les effets des dispositions ainsi annulées à l'égard de toutes les conventions intervenues, avant le jour de la publication du présent arrêt, sur la base des normes entreprises.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 21 décembre 1988.

Le greffier,

(Signé) H. Van der Zwalmen.

Le président,
(Signé) E. Gutt.

—
Arrêt
—

Rolnummer : 75

Arrest nr. 71 van 21 december 1988

In zake : het beroep van de Waalse Gewestexecutieve tot vernietiging van artikel 4, 1^o, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning en, voor zover nodig, tot vernietiging van het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986.

Het Arbitragehof,
 samengesteld uit :
 de voorzitters J. Delva en E. Gutt,
 de rechters J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens,
 M. Melchior en H. Boel,
 bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen,
 onder voorzitterschap van voorzitter E. Gutt,
 wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp

Bij verzoekschrift van 31 maart 1988 aan het Hof verzonden bij aangetekende brief ter post op dezelfde datum neergelegd, en ter griffie ontvangen op 1 april 1988, vraagt de Waalse Gewestexecutieve de vernietiging van artikel 4, 1^o, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning en, voor zover nodig, tot vernietiging van het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986 tot wijziging van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, zoals bekrachtigd door artikel 4, 1^o, van de voormelde wet van 30 maart 1987.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 1 april 1988 heeft de voorzitter in functie de leden van de zetel aangewezen conform de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof.

Het bij artikel 58 van voormelde organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 april 1988.

Met toepassing van de artikelen 59 en 113 van de organieke wet zijn de kennisgevingen van het beroep gedaan bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 28 april 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 29 april 1988.

De Ministerraad heeft op 30 mei 1988 een memorie ingediend.

Ter uitvoering van artikel 1 van de richtlijn van het Hof van 15 december 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 29 december 1987) is van die memorie kennis gegeven aan de in artikel 69 van de organieke wet van 28 juni 1983 vermelde personen en overheden bij aangetekende brieven ter post neergelegd op 7 juni 1988 en de geadresseerden ter hand gesteld op 8 juni 1988.

De Waalse Gewestexecutieve heeft een conclusie laten toekomen bij aangetekende brief ter post op 18 juli 1988 neergelegd en ter griffie ontvangen op 19 juli 1988.

In uitvoering van artikel 3, d, van de Richtlijn van het Hof van 15 december 1987 is van die conclusie kennis gegeven bij aangetekende brieven ter post op 26 juli 1988 neergelegd, en de geadresseerden ter hand gesteld op 27 en 28 juli 1988.

Bij beschikking van 15 september 1988 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, tot 31 maart 1989 verlengd.

Bij beschikking van 11 oktober 1988 heeft voorzitter E. Gutt de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde datum heeft het Hof beslist dat de zaak in gereedheid was en heeft het de terechtzitting op 3 november 1988 vastgesteld.

Van die beschikking is aan de partijen kennis gegeven, en van de datum van die zitting zijn zij evenals hun advocaten in kennis gesteld bij aangetekende brieven ter post op 12 oktober 1988 neergelegd en de geadresseerden ter hand gesteld op 13 en 14 oktober 1988.

Ter terechtzitting van 3 november 1988 :

— zijn verschenen :

Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Waalse Gewestexecutieve, rue de Fer 42, te 5000 Namen;

Mr. M. Mahieu, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad, Wetstraat 16, te 1000 Brussel;

— hebben rechters D. André en L.P. Suetens verslag uitgebracht;

— zijn voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 52 en volgende van de organieke wet van 28 juni 1983, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Arbitragehof.

III. In rechte

Ten aanzien van de bevoegdheid van het Hof

1.A.1. De Ministerraad werpt in de memorie van 30 mei 1988 een exceptie van onbevoegdheid op.

Het beroep van de Executieve van het Waalse Gewest is ontvankelijk in zover het gericht is tegen de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten vastgesteld ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning.

De Ministerraad is van mening dat het Arbitragehof evenwel niet bevoegd is ten aanzien van het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986, zoals bekrachtigd door artikel 4, 1^o, van de voormelde wet van 30 maart 1987. Op de openbare terechtzitting van 3 november 1988 heeft de Ministerraad verklaard niet meer in te gaan op deze exceptie en heeft verwezen naar het arrest van het Arbitragehof van 8 juni 1988.

1.A.2. De Executieve van het Waalse Gewest verwijst in haar conclusie naar het arrest van het Hof van 8 juni 1988, waaruit blijkt dat het Hof zowel het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit als de bekrachtigingswet kan toetsen.

Ratione temporis is het beroep eveneens ontvankelijk volgens de Executieve, zowel ten aanzien van de bekrachtigingswet als ten aanzien van het bijzondere-machtenbesluit is de voorgeschreven termijn gerespecteerd.

1.B.1. Met toepassing van artikel 107ter, § 2, van de Grondwet, bepaalt artikel 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983, dat het Arbitragehof, bij wege van arrest, uitspraak doet op de beroepen tot vernietiging van een wet of een decreet wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

1.B.2. Een koninklijk besluit genomen krachtens een bijzondere-machtenwet is een handeling van de uitvoerende macht die door de hoven en rechtbanken op grond van artikel 107 van de Grondwet aan de wet kan worden getoetst en waartegen een beroep wegens machtsoverschrijding bij de afdeling administratie van de Raad van State openstaat.

De bekrachtiging door de wetgever van een bijzondere-machtenbesluit heeft tot gevolg dat het besluit aan het rechterlijk wettigheidstoezicht wordt onttrokken en dat het niet langer een voor annulatieberoep bij de Raad van State vatbare handeling is.

Door de bekrachtiging wordt het bijzondere-machtenbesluit beschouwd als gelijkgesteld met een wet en komt de inhoud ervan in aanmerking voor beoordeling door het Hof krachtens artikel 1, § 1, van de wet van 28 juni 1983, die is uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 170ter, § 2 van de Grondwet.

1.B.3. Het Hof is bijgevolg bevoegd om kennis te nemen van het beroep tot vernietiging van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit nr. 472 van 28 oktober 1986.

1.B.4. Op grond van artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983, is een beroep tot vernietiging van een wet slechts ontvankelijk indien het wordt ingesteld binnen een termijn van één jaar na de bekendmaking van de wet.

1.B.5. Het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 november 1986. De bekrachtigingswet van 30 maart 1987 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 1 april 1987. Het beroep tot vernietiging werd ingesteld op 31 maart 1988.

Door het bekrachtigen van een bijzondere-machtenbesluit moet de wetgever worden geacht zich de door de uitvoerende macht in dat besluit geregelde aangelegenheden te hebben toegeëigend. De door artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983 voorgeschreven termijn gaat in op de datum van de publikatie van de bekrachtigingswet, zowel wat deze laatste als het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit betreft. Vóór deze datum kan tegen het bijzondere-machtenbesluit als handeling van de uitvoerende macht immers geen beroep tot vernietiging bij het Arbitragehof worden ingesteld.

De termijn voorgeschreven door artikel 2, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983 werd nageleefd zowel wat de bekrachtigingswet als het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit betreft.

Daar het Hof aldus bevoegd is ten aanzien zowel van de bekrachtigingswet als van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit, betreft de toetsing door het Hof zowel het desbetreffende artikel van de bekrachtigingswet als de bepalingen van het bekrachtigde bijzondere-machtenbesluit.

Over de middelen en de standpunten der partijen

2.A.1. In een eerste middel voert de Executieve van het Waalse Gewest de schending aan van artikel 107quater van de Grondwet, van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, en van 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, doordat het koninklijk besluit nr. 472 de reglementering inzake het bijzondere tijdelijk kader wijzigt zonder de Gewestexecutieven op de voorgeschreven wijze te betrekken bij het uitvaardigen van maatregelen tot plaatsing, terwijl die samenwerking wordt verplicht door artikel 6, § 4, 3^o, van de vermelde bijzondere wet.

2.A.1.2. De Ministerraad betoogt in hoofdorde dat het middel niet-ontvankelijk is : het door verzoeker aangevoerde artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet zou geen bevoegdheidsverdelende regel zijn.

Voor het geval dat het Hof echter van mening mocht zijn dat artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet wel een bevoegdheidsverdelende regel is, doet de Ministerraad subsidiair gelden dat het eerste middel niet-gegrond moet worden verklaard, vermits de Executieven over het voorontwerp van bijzondere-machtenbesluit zijn geraadpleegd en de aangevoerde bepaling van de bijzondere wet derhalve niet is geschonden.

2.A.1.3. In haar conclusie van 18 juli 1988 stelt de Executieve van het Waalse Gewest vooreerst dat het ontwerp van het koninklijk besluit nr. 472 kadert in artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

De Executieve stelt dat, in strijd met wat de Ministerraad voorhoudt, het eerste middel, dat in hoofdzaak is afgeleid uit de schending van artikel 6, § 4, van de bijzondere wet, ontvankelijk is, vermits die bepaling een bevoegdheidsverdelende regel is waarvan het Arbitragehof de schending kan sanctioneren.

De Executieve oordeelt verder dat het eerste middel gegrond is, vermits volgens haar geen van de contacten die hebben plaatsgevonden tussen de Staat en de Gewesten zou voldoen aan de vereiste van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet.

2.A.2.1. In het tweede middel voert de Executieve van het Waalse Gewest de schending aan van artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, en 6, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kent aan de Staat de bevoegdheid toe algemene maatregelen betreffende het bijzonder tijdelijk kader te nemen, doch draagt aan de Gewesten de bevoegdheid over om die maatregelen ten uitvoer te leggen door middel van individuele beslissingen of beslissingen met een reglementerend karakter. Volgens de Waalse Gewestexecutieve schendt het aangevochten koninklijk besluit nr. 472 die bepaling doordat de uitvoering van de vastgestelde maatregelen uitsluitend bij de nationale overheid wordt gecentraliseerd.

Op grond van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 moeten de Gewestexecutieven betrokken worden bij de goedkeuring van de projecten inzake het bijzonder tijdelijk kader. Het koninklijk besluit nr. 472 staat een dergelijk « betrekken » niet toe en schendt dan ook die bepaling.

2.A.2.2. Inzake het tweede middel, stelt de Ministerraad eerst dat het niet-ontvankelijk is in zover het schending aanvoert van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat geen bevoegdheidsverdelende regel is.

De Ministerraad is verder van mening dat het tweede middel in zijn geheel moet worden verworpen.

Wat artikel 6, § 1, IX, 2^o, b, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft, is de gewestbevoegdheid in haar onderwerp beperkt : zij beoogt slechts de plaatsing van werklozen, terwijl het tewerkstellingsbeleid nationaal is. De gewestbevoegdheid, zo vervolgt de Ministerraad, is ook in haar middelen beperkt : het is een uitvoeringsbevoegdheid voor de door de nationale overheid genomen maatregelen. Zulk een bevoegdheid dient te worden onderscheiden van de normatieve bevoegdheid die door artikel 6, § 1, IX, 1^o, van de bijzondere wet inzake arbeidsbemiddeling aan de Gewesten is toegekend.

Wat de schending van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft, stelt de Ministerraad dat de nieuwe reglementering uitdrukkelijk de tussenkomst van de Gewesten invoert, in de vorm van een voorstel uitgaande van de genoemde interministeriële commissie, in het proces van de beslissingen tot goedkeuring van de B.T.K.-aanvragen, goedkeuring die voortaan wordt toegekend aan de administrateur-generaal van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening. Het door de interministeriële commissie geformuleerde voorstel is volgend de Ministerraad een procedure van « betrekken » van de Gewestexecutieven. Dat onderdeel van het middel moet dus ook niet-gegrond worden verklaard.

2.A.2.3. In haar conclusie licht de Executieve van het Waalse Gewest artikel 6, § 1, IX, 2^o, *b*, van de bijzondere wet toe.

De eigen bevoegdheid van het Gewest omvat, volgens de Executieve, het uitvaardigen van maatregelen binnen het kader van de nationale maatregelen, en het verzekeren van de uitvoering en de individuele toepassing van al die nationale of gewestelijke maatregelen.

De Executieve bespreekt vervolgens de verschillende onderdelen van het tweede middel en besluit dat het koninklijk besluit nr. 472 op verscheidene punten strijdig is met artikel 6, § 1, IX, 2^o, van de bijzondere wet.

Het koninklijk besluit schendt die bevoegdheidsverdelende bepaling eveneens doordat het verscheidene bepalingen van de wet van 22 december 1977 ongewijzigd laat die onbestaafbaar zijn met de in 1980 tot stand gekomen bevoegdheidsverdeling en zo de Gewesten verhindert hun bevoegdheden uit te oefenen.

Het koninklijk besluit nr. 472 schendt ook artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet dat de nationale overheid verplicht de Gewestexecutieven te betrekken bij de goedkeuring van de B.T.K.-projecten. Artikel 2 van het koninklijk besluit handhaaft met name de beslissingsbevoegdheid van de nationale ministers en bepaalt dat de projecten worden goedgekeurd op voorstel van een interministeriële commissie, waarvan de samenstelling aan de Koning is opgedragen. De Gewestexecutieven zetelen in die commissie, doch zijn in de minderheid en beschikken over geen enkele beslissingsbevoegdheid.

Over het onderwerp van het bestreden besluit

2.B.1. Het bestreden koninklijk besluit nr. 472 wijzigt een aantal bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk III van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, die betrekking hebben op het bijzonder tijdelijk kader.

Het onderwerp van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 valt onder het 2^o, *b*, van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet dat, enerzijds, de Gewesten bevoegdheid toekent voor de plaatsing van werklozen die tijdelijk en buiten kader worden tewerkgesteld voor activiteiten van algemeen belang, en anderzijds, aan de nationale overheid de bevoegdheid voorbehoudt om vooraf, inzake het tewerkstellingsbeleid, maatregelen te treffen, die ertoe strekken de werkloosheid op te slopen.

Over de bevoegdheid van de Gewesten inzake de plaatsing van werklozen

2.B.2. De thans geldende bepalingen terzake zijn de artikelen 6, § 1, IX, 2^o en 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De aangelegenheden bedoeld in artikel 107^{quater} van de Grondwet zijn :

.....
IX. Wat het tewerkstellingsbeleid betreft :

.....
2^o Ter uitvoering van de maatregelen door de nationale overheid vastgesteld :

- a) De plaatsing van werklozen in het kader van de tewerstelling door het Gewest, de ondergeschikte besturen en de natuurlijke personen en rechtspersonen;
- b) De plaatsing van werklozen die tijdelijk en buiten kader worden tewerkgesteld voor activiteiten van algemeen belang;

..... »
Artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 bepaalt :

« De Executieven worden betrokken bij :

.....
3^o De maatregelen ter plaatsing van de werklozen en de goedkeuring van de projecten bedoeld in § 1, IX, 2^o ».

2.B.3. Uit het samen lezen van voormelde teksten vloeit voort dat ten aanzien van de aangelegenheid « plaatsing van werklozen » een bevoegdheidsverdeling tot stand is gebracht tussen de nationale overheid, die de voor die plaatsing geldende maatregelen vaststelt, en de gewestelijke overheid, die eveneens over een eigen bevoegdheid beschikt welke echter afhankelijk is gesteld van elders vastgestelde maatregelen, waarbij de Executieven evenwel moeten worden betrokken.

De omvang van de aangelegenheid « plaatsing van werklozen » die onder de Gewesten ressorteert, is dus beperkt doordat hun bevoegdheid slechts kan worden uitgeoefend binnen het kader van de maatregelen die door de nationale overheid zijn vastgesteld inzake het tewerkstellingsbeleid gericht op de plaatsing van werklozen; dat is de draagwijdte van het begrip « ter uitvoering van ... ».

Voor het vaststellen van de maatregelen die zij noodzakelijk acht met het oog op de terugdringing van de werkloosheid — wat de essentie van haar bevoegdheid uitmaakt —, kan de nationale overheid niet alleen handelen door haar wetgevend orgaan, maar ook door haar uitvoerend orgaan, daarin begrepen de administratieve diensten die onder haar ressorteren, zonder dat zij daarom en daardoor het terrein van de aan de Gewesten toegewezen bevoegdheid betreft.

De door de bijzondere wet aan de nationale overheid toegekende bevoegdheid om « maatregelen vast te stellen » — dit is de normatieve bevoegdheid van de nationale overheid — laat evenwel niet toe maatregelen vast te stellen die het Gewest beletten in voorkomend geval regels ter uitvoering van de bedoelde maatregelen vast te stellen en de individuele toepassing van die maatregelen te verzekeren.

2.B.4. Luidens artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet moeten de Executieven « betrokken worden » bij :

- a) de maatregelen vastgesteld met het oog op de plaatsing van werklozen, dus bij de uitoefening van de nationale bevoegdheid;
- b) de goedkeuring van de projecten opgezet met toepassing van de door de nationale overheid vastgestelde en door de gewestelijke overheid uitgevoerde maatregelen.

In strijd met de bepalingen van artikel 6, § 1, IX, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 die de bevoegdheid inzake het tewerkstellingsbeleid regelen, kan de bepaling van artikel 6, § 4, 3^o, van de bijzondere wet niet worden beschouwd als een regel voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat en de Gewesten in de zin van artikel 1, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983.

Deze bepaling legt de nationale overheid verplichtingen op bij de uitoefening van sommige aspecten van haar bevoegdheid op het vlak van het tewerkstellingsbeleid, doch regelt in geen enkel opzicht de onderscheiden wetgevende bevoegdheid van de Staat en de Gewesten in die aangelegenheid.

Het Arbitragehof is bijgevolg niet bevoegd een eventuele schending van die bepaling te sanctioneren.

Derhalve vermag het Hof de geldigheid van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 slechts te toetsen aan de bepalingen van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Over de beide middelen samen :

2.B.5.1. Artikel 1 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 wijzigt in verschillende opzichten artikel 81 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978 en bij het koninklijk besluit nr. 224 van 7 december 1983.

Artikel 1, 1° en 2°, schaffen de vereiste van het patroonschap af ten aanzien van de rechts- of feitelijke verenigingen van personen zonder winst oogmerk, die als promotor van bijzonder tijdelijk kaderprojecten optreden.

Deze bepalingen regelen een aspect van de procedure voor het indienen van de bijzonder tijdelijk kaderprojecten en behoren tot de algemere normatieve bevoegdheid van de nationale overheid inzake de plaatsing van werklozen. Ze leggen geen enkele beperking op aan de uitvoeringsbevoegdheid van de Gewesten en verhinderen in geen enkel opzicht de toepassing van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet.

Artikel 1, 3° en 4°, machtigt de Koning de toepassing van het bijzonder tijdelijk kader te wijzigen wat betreft die werknemers die kunnen worden tewerkgesteld. Zodoende schenden die bepalingen de bevoegdheidsbepalende regels niet, nu ze enkel tot doel hebben het toepassingsgebied van het bijzonder tijdelijk kader te omschrijven en aan de Koning de bevoegdheid te geven het te beperken of te verruimen.

2.B.5.2. Artikel 2 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 wijzigt artikel 82 van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1987.

Die bepaling wees onder meer aan de subregionale tewerkstellingscomités « een overwegende rol » toe in de procedure voor het onderzoek van de ingediende aanvragen en bepaalde dat de aanvragen worden goedgekeurd door de minister van Tewerkstelling en Arbeid en de minister of staatssecretaris die de Begroting in zijn bevoegdheid heeft.

Artikel 2 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 schaft de « overwegende rol » van de subregionale tewerkstellingscomités af en stelt de beslissing van de minister van Tewerkstelling en Arbeid en de minister of staatssecretaris die de begroting in zijn bevoegdheid heeft, afhankelijk van een voorstel van een interministeriële commissie.

Het uitschakelen van de tussenkomst van de subregionale tewerkstellingscomités en het invoegen in de besluitvormingsprocedure van de tussenkomst van een interministeriële commissie blijft binnen de bevoegdheid van de nationale overheid.

Het regelen van de basisprincipes van de procedure voor het indienen en het onderzoek van de aanvragen van de bijzonder tijdelijk kaderprojecten maakt immers deel uit van het normatief kader dat de nationale overheid inzake de plaatsing van werklozen vermag op te zetten.

Weliswaar situeert de goedkeuring van concrete projecten zich binnen de uitvoering van door de nationale overheid vastgestelde maatregelen tot plaatsing van werklozen.

Op grond van artikel 6, § 1, IX, 2°, van de bijzondere wet, zou kunnen gesteld worden dat die goedkeuring van concrete projecten behoort tot de uitvoerings- en toepassingsbevoegdheid van de gewestelijke overheden.

De bepaling van artikel 6, § 1, IX, 2°, kan evenwel niet geïsoleerd worden, maar moet samen gelezen worden met de bepaling van artikel 6, § 4, 3°, naar luid waarvan de Executieven « betrokken worden bij » zowel de maatregelen tot plaatsing van werklozen als de goedkeuring van de projecten, wat noodzakelijkerwijze meteen insluit dat de uiteindelijke beslissing terzake tot de bevoegdheid van de nationale overheid blijft behoren.

Artikel 2 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472, dat de goedkeuringsbevoegdheid toekent, zoals voorheen, aan de minister van Tewerkstelling en Arbeid en de minister of de staatssecretaris die de Begroting in zijn bevoegdheid heeft, is derhalve evenmin aangetast door bevoegdheidsoverschrijding.

2.B.5.3. Artikel 3 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 vervangt artikel 83 van de wet van 22 december 1977 door een nieuwe bepaling en kent aan de diensten voor arbeidsbemiddeling van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening de bevoegdheid toe om de in het bijzonder tijdelijk kader te werk te stellen werknemers voor te stellen. Artikel 3 bepaalt verder dat de administrateur-generaal van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening of zijn afgevaardigde de arbeidsovereenkomsten goedkeurt die worden gesloten in overeenstemming met de goedgekeurde aanvragen, nadat de directeur van de subregionale tewerkstellingscomités heeft nagegaan of de werknemers de aanwervingsvoorwaarden vervullen.

Zoals artikel 3 is opgesteld, sluit het de gewestelijke overheid uit bij het voorstellen van de werknemers en bij het sluiten en het goedkeuren van de overeenkomst, evenzeer als de gewestelijke overheid geen rol voorbehoudt in de uitvoering van de te sluiten overeenkomst.

Artikel 3 is aldus door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

2.B.5.4. Artikel 4, 1°, van het bestreden koninklijk besluit nr. 472, vult artikel 84, eerste lid, van de wet van 22 december 1977, zoals gewijzigd door het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978, aan, en begrenst de duur van de arbeidsovereenkomsten voor bepaalde duur tot één jaar.

De nationale overheid, die bevoegd is maatregelen ter plaatsing van werklozen vast te stellen, vermag ook de duur van die maatregelen te beperken in de tijd.

Artikel 4, 2°, vervangt artikel 84, derde lid, van de wet van 22 december 1977, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978, waarbij was bepaald dat een afschrift van de arbeidsovereenkomst moest worden gezonden aan de directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Met toepassing van het nieuwe artikel 84, derde lid, moet voortaan een afschrift worden gezonden aan de administrateur-generaal van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening, of zijn afgevaardigde, en aan de directeur van de subregionale tewerkstellingsdienst van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening.

Het komt de nationale overheid toe te beoordelen en te bepalen, ten aanzien van een reeds vóór de inwerkingtreding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vastgestelde maatregel tot plaatsing van werklozen, welke organen of openbare instellingen die van haar afhangen belast zijn met een bepaalde uitvoeringsopdracht, in zoverre daarbij de uitvoeringsbevoegdheid van de Gewesten niet in het gedrang wordt gebracht.

De bepaling van artikel 4, 2°, van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 blijft binnen de nationale bevoegdheid.

2.B.5.5. Artikel 5 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 wijzigt de redactie van het artikel 86 van de wet van 22 december 1977, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978 en bij het koninklijk besluit nr. 27 van 24 maart 1982. Deze bepaling regelt de modaliteiten van het loon dat de tewerkgestelde

werknemers ontvangen, stelt eisen aan de werknemers inzake diploma, getuigschrift of brevet en bepaalt tenslotte dat sommige werknemerscategorieën een bijkomend loon ten laste van de Staat genieten in de gevallen en volgens de voorwaarden die de Koning bepaalt in een bij Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De bedoelde bepaling brengt geen andere wijziging aan de wet van 22 december 1977 aan dan de opheffing van een bepaling die betrekking had op een in 1982 ingestelde overgangsformule.

Met de bepalingen van het nieuwe artikel 86 blijft de nationale overheid binnen het raam van de maatregelen die ze vermag vast te stellen, zonder de uitvoeringsbevoegdheid van de Gewesten aan te tasten.

2.B.5.6. Artikel 6 heft artikel 87, derde lid, van de wet van 22 december 1977, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20, van 8 december 1978 op.

Die bepaling luidde als volgt:

« Wanneer de projecten evenwel ingediend worden door een administratie van de Staat of door een instelling van openbaar nut, kunnen de betrokken Ministers de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening ontlasten van de betaling van het loon en van de indeplaatsstelling van de werkgever voor wat betreft de verplichtingen van het tweede lid. In die gevallen wordt er niet afgeweken van de normale regels van de onderwerping aan de sociale zekerheid en de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening betaalt aan de werkgever het bedrag terug dat deze uitgegeven heeft voor de lonen en de desbetreffende sociale bijdragen ».

Een dergelijke bepaling kan worden ingepast in de maatregelen die door de nationale overheid worden vastgesteld tot plaatsing van werklozen en doet geen afbreuk aan de uitvoeringsbevoegdheid van de Gewesten.

Artikel 6 houdt dan ook geen schending in van een bevoegdheidsbepalende regel, daar het slechts een bepaling opheft die de nationale wetgever, op grond van zijn bevoegdheid inzake de plaatsing van werklozen, kan uitvaardigen.

2.B.5.7. Artikel 7 van het bestreden koninklijk besluit nr. 472 vervangt in artikel 88, tweede lid, van de wet van 22 december 1977, de woorden « de directeur van het gewestelijk bureau », door de woorden « de gewestelijke werkloosheidsinspecteur ».

Artikel 88 van de wet van 22 december 1977, zoals gewijzigd, regelt de strafmaatregelen die kunnen worden toegepast ten aanzien van werklozen die weigeren een overeenkomst te sluiten, met toepassing van de door de nationale overheid vastgestelde plaatsingsmaatregel, alsmede ten aanzien van de werknemers die om dringende redenen zijn ontslagen. Die strafmaatregel bestaat in het verlies van het recht op werkloosheidsuitkeringen. De beslissing wordt genomen door de gewestelijke werkloosheidsinspecteur.

De reglementering betreffende werkloosheidsuitkeringen is, in haar geheel, een nationale aangelegenheid gebleven. De nationale overheid vermag te bepalen welke nationale dienst of ambtenaar met de uitvoering en toepassing van die reglementering wordt belast.

Artikel 7 valt derhalve onder de normatieve bevoegdheid van de nationale overheid ten deze.

2.B.5.8. Artikel 8 schrapt in artikel 89, derde lid, van de wet van 22 december 1977, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 20 van 8 december 1978, de woorden « en goedgekeurd door de directeur van het gewestelijk bureau van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening ».

Voormeld artikel 89 bepaalt in zijn huidige versie:

« De door de Koning aangewezen personeelsleden zien erop toe dat de werkgevers de werknemers tewerkstellen onder de voorwaarden en voor de taken die in de door de Minister goedgekeurde aanvraag zijn bepaald.

Doen de werkgevers zulks niet dan kan de Minister de loonlast en de desbetreffende sociale bijdragen geheel of gedeeltelijk overdragen aan de werkgevers en, indien noodzakelijk, overgaan tot de terugvordering ervan en dit volgens de invorderingsmodaliteiten die door de Koning bepaald zijn.

De toepassing van de in het tweede lid voorziene sanctie mag geen afbreuk doen aan de rechten van de werknemer die het gevolg zijn van de uitvoering van zijn arbeidsovereenkomst ».

Een dergelijke bepaling valt onder de normatieve bevoegdheid van de nationale overheid ten deze.

2.B.5.9. Artikel 9 stelt de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr. 472 vast en houdt geen schending in van bevoegdheidsbepalende regels.

2.B.5.10. Zoals in alle wetten en bijzondere-machtenbesluiten wordt in artikel 10, de uitvoering van de nationaal getroffen maatregelen ook hier toevertrouwd aan nationale overheden. Gelet op de vernietiging van artikel 3 door het huidige arrest, kan die opdracht niet begrepen worden als zijnde een aanmatiging van gewestelijke bevoegdheid met betrekking tot de plaatsing van werklozen.

2.B.6. Het Hof stelt vast, enerzijds, dat, in het administratief arrondissement van Brussel-Hoofdstad, de nationale overheid inzake tewerkstellingsbeleid alleen bevoegd is gebleven en, anderzijds, dat het bestreden koninklijk besluit nr. 472 van toepassing is in de drie Gewesten van het land. Om die reden, wordt de vernietiging van artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 472 beperkt tot het Vlaamse en het Waalse Gewest.

2.B.7. Met het oog op de rechtszekerheid, ten einde de rechtspositie van de in het bijzonder tijdelijk kader tewerkgestelde werknemers veilig te stellen, dient, bij wege van algemene beschikking, de terugwerking van de vernietiging van artikel 3 te worden beperkt, zulks met toepassing van artikel 6, § 2, van de organieke wet en van artikel 1 van de wet van 10 mei 1985 betreffende de gevolgen van de door het Arbitragehof gewezen vernietigende arresten.

Om die redenen,

Het Hof,

1. vernietigt artikel 4, 1°, van de wet van 30 maart 1987 tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten uitgevaardigd ter uitvoering van artikel 1 van de wet van 27 maart 1986 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, voor zover die bepaling artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 472 van 28 oktober 1986 tot wijziging van de wet van 22 december 1977 betreffende de budgettaire voorstellen 1977-1978 bekrachtigt, alsmede voormeld artikel 3 van bedoeld koninklijk besluit, voor zover die bepalingen voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest gelden;

2. verwerpt het beroep voor het overige;

3. handhaaft definitief de gevolgen van de aldus vernietigde bepalingen ten aanzien van alle overeenkomsten die vóór de dag van de bekendmaking van dit arrest op grond van de aangevochten normen zijn tot stand gekomen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, ter openbare terechtzitting van 21 december 1988.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
E. Gutt.

D.88 — 2293

Urteil

Geschäftsverzeichnsnr. 75.

Urteil Nr. 71 vom 21. Dezember 1988

In Sachen : Klage der Wallonischen Regionalexekutive auf Nichtigerklärung des Artikels 4, 1^o des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung vom Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, und nötigenfalls auf Nichtigerklärung des königlichen Erlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden J. Delva und E. Gutt,
und den Richtern J. Sarot, I. Pétry, J. Wathelet, D. André, F. Debaedts, L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior und H. Boel,
unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen,
unter dem Vorsitz des Vorsitzenden E. Gutt,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Klagegegenstand

Mit Klageschrift vom 31. März 1988, die mit am selben Tag bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief dem Hof zugesandt wurde und am 1. April 1988 bei der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Wallonische Regionalexekutive Klage auf Nichtigerklärung des Artikels 4, 1^o des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung vom Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, und nötigenfalls auf Nichtigerklärung des königlichen Erlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978, so wie durch Artikel 4, 1^o des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1987 bekräftigt.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 1. April 1988 hat der amtierende Vorsitzende gemäss den Artikeln 46, § 1, 48 und 49 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes die Mitglieder der Besetzung bezeichnet.

Die durch Artikel 58 dieses organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. April 1988.

Gemäss den Artikeln 59 und 113 des organisierenden Gesetzes erfolgten die Benachrichtigungen über die Klageerhebung mit Einschreibebriefen, die am 28. April 1988 bei der Post aufgegeben und am 29. April 1988 den Adressaten zugestellt wurden.

Der Ministerrat hat am 30. Mai 1988 einen Schriftsatz eingereicht.

In Ausführung von Artikel 1 der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Dezember 1987) wurden die in Artikel 69 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 genannten Personen und Organe mit am 7. Juni 1988 bei der Post aufgegebenen und am 8. Juni 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen von diesem Schriftsatz in Kenntnis gestellt.

Die Wallonische Regionalexekutive hat mit am 18. Juli 1988 bei der Post aufgegebenen und am 19. Juli 1988 bei der Kanzlei eingegangenen Einschreibebrief Anträge zukommen lassen.

In Ausführung vom Artikel 3, d, der Richtlinie des Hofes vom 15. Dezember 1987 wurden diese Anträge mit am 26. Juli 1988 bei der Post aufgegebenen und am 27. bzw. 28. Juli 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen mitgeteilt.

Durch Anordnung vom 15. September 1988 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 31. März 1989 verlängert.

Durch Anordnung vom 11. Oktober 1988 hat der Vorsitzende Gutt die Rechtssache dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom Selben Tag hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 3. November 1988 anberaumt.

Von dieser Anordnung wurden die Parteien in Kenntnis gesetzt, die ebenso wie ihre Rechtsanwälte mit am 12. Oktober 1988 bei der Post aufgegebenen und am 13. bzw. 14. Oktober 1988 den Adressaten zugestellten Einschreibebriefen über die Terminfestsetzung informiert wurden.

In der Sitzung vom 3. November 1988 :

— sind erschienen : Ra v. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, für die Wallonische Regionalexekutive, rue de Fer 42, in 5000 Namur;
Ra M. Mahieu, in Brüssel zugelassener Anwalt, für den Ministerrat, rue de la Loi 16, in 1000 Brüssel;

— haben die Richter D. Andre und L.P. Suetens Bericht erstattet;

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;

— wurde die Rechtssache zur Beratung bestimmt.

Das Verfahren wurde gemäss den sich auf des Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgendes des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

Bezüglich der Zuständigkeit des Hofes

1.A.1. Der Ministerrat erhebt in seinem Schriftsatz vom 30. Mai 1988 eine Unzuständigkeitseinrede.

Die Klage der Exekutive der Wallonischen Region sei insofern zulässig, als sie gegen das Gesetz vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, gerichtet sei. Der Ministerrat ist der Meinung, dass der Schiedsgerichtshof jedoch nicht angesichts des königlichen Erlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986, so wie durch Artikel 4, 1^o des vorgenannten Gesetzes vom 30. März 1987 bekräftigt, zuständig sei. In der öffentlichen Sitzung vom 3. November 1988 hat der Ministerrat erklärt, diese Einrede nicht aufrechtzuerhalten, und sich auf das Urteil des Schiedsgerichtshofes vom 8. Juni 1988 bezogen.

1.A.2. Die Exekutive der Wallonischen Region bezieht sich in ihren Anträgen auf das Urteil des Hofes vom 8. Juni 1988, aus dem hervorgehe, dass der Hof sowohl den bekräftigten Sondervollmachtenerlass als auch das Bekräftigungsgesetz prüfen könne.

Ratione temporis sei die Klage — der Exekutive zufolge — ebenfalls zulässig; sowohl angesichts des Bekräftigungsgesetzes als auch angesichts des Sondervollmachtenerlasses sei die vorgeschriebene Frist eingehalten worden.

1.B.1. In Anwendung von Artikel 107ter, § 2 der Verfassung bestimmt Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983, dass der Schiedsgerichtshof im Urteilswege über Klagen auf Nichtigerklärung eines Gesetzes oder Dekrets wegen Verletzung der durch die Verfassung oder kraft dieser zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften befindet.

1.B.2. Ein kraft eines Sondervollmachtengesetzes verabschiedeter königlicher Erlass ist ein Akt der vollziehenden Gewalt, deren Gesetzmässigkeit die Höfe und Gerichte auf Grund von Artikel 107 der Verfassung prüfen können und gegen den bei der Verwaltungsabteilung des Staatsrats eine Klage wegen Zuständigkeitsüberschreitung erhoben werden kann.

Die Bekräftigung eines Sondervollmachtenerlasses durch den Gesetzgeber hat zur Folge, dass sich der Erlass der richterlichen Gesetzmässigkeitskontrolle entzieht und dessen Nichtigkeit nicht länger durch den Staatsrat festgestellt werden kann.

Durch die Bekräftigung wird der Sondervollmachtenerlass als dem Gesetz gleichgestellt angesehen und kommt sein Inhalt für Beurteilung durch den Hof kraft Artikel 1, § 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983, das in Anwendung von Artikel 107ter, § 2 der Verfassung verabschiedet worden ist, in Betracht.

1.B.3. Der Hof ist demzufolge dafür zuständig, über die Klage auf Nichtigerklärung des bekräftigten Sondervollmachtenerlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986 zu befinden.

1.B.4. Auf Grund von Artikel 2, § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 ist eine Klage auf Nichtigerklärung eines Gesetzes nur dann zulässig, wenn sie innerhalb einer einjährigen Frist nach der Veröffentlichung des Gesetzes erhoben wird.

1.B.5. Der königliche Erlass Nr. 472 vom 28. Oktober 1986 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. November 1986 veröffentlicht. Das Bekräftigungsgesetz vom 30. März 1987 wurde im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. April 1987 veröffentlicht. Die Nichtigkeitsklage wurde am 31. März 1988 erhoben.

Wegen der Bekräftigung eines Sondervollmachtenerlasses ist davon auszugehen, dass sich der Gesetzgeber die von der vollziehenden Gewalt in diesem Erlass geregelte Angelegenheit zu eigen gemacht hat. Die in Artikel 2, § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Frist läuft vom Tag der Veröffentlichung des Bekräftigungsgesetzes an, sowohl was letzteres als auch was den bekräftigten Sondervollmachtenerlass betrifft. Vor diesem Tag kann gegen den Sondervollmachtenerlass als Akt der vollziehenden Gewalt nämlich keine Nichtigkeitsklage beim Schiedsgerichtshof erhoben werden.

Die in Artikel 2, § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Frist wurde eingehalten, sowohl was das Bekräftigungsgesetz als auch was den bekräftigten Sondervollmachtenerlass betrifft. Da der Hof also sowohl angesichts des Bekräftigungsgesetzes als auch angesichts des bekräftigten Sondervollmachtenerlasses zuständig ist, bezieht sich die Prüfung durch den Hof sowohl auf den entsprechenden Artikel des Bekräftigungsgesetzes als auch auf die Bestimmungen des bekräftigten Sondervollmachtenerlasses.

Bezüglich der Klagegründe und der Standpunkte der Parteien.

2.A.1. In einem ersten Klagegrund führt die Exekutive der Wallonischen Region die Verletzung von Artikel 107quater der Verfassung sowie von Artikel 6, § 1 IX, 2^o, b, und 6, § 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 an, indem der königliche Erlass Nr. 472 die Vorschriften bezüglich des zeitweiligen Sonderkaders abändere, ohne die Regionalexekutiven auf die vorgeschriebene Weise an der Ergreifung von Arbeitsvermittlungsmassnahmen zu beteiligen, während diese Zusammenarbeit durch Artikel 6, § 4, 3^o des vorgenannten Sondergesetzes vorgeschrieben werde.

2.A.1.2. Der Ministerrat behauptet in der Hauptsache, dass der Klagegrund unzulässig sei; der von der Klägerin angeführte Artikel 6, § 4, 3^o des Sondergesetzes sei keine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift.

Für den Fall, dass der Hof jedoch der Meinung sein sollte, dass Artikel 6, § 4, 3^o des Sondergesetzes doch eine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift wäre, macht der Ministerrat subsidiär geltend, dass der erste Klagegrund für unbegründet zu erklären sei, weil die Exekutiven über den Vorwurf des Sondervollmachtenerlasses zu Rate gezogen worden seien und die angeführte Bestimmung des Sondergesetzes daher nicht verletzt worden sei.

2.A.1.3. In ihren Anträgen vom 18. Juli 1988 behauptet die Exekutive der Wallonischen Region zuerst, dass der Gegenstand des königlichen Erlasses Nr. 472 in den Rahmen des Artikels 6, § 1 IX, 2^o, b, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 passe.

Die Exekutive ist der Meinung, dass im Gegensatz zur Behauptung des Ministerrats der erste Klagegrund, der sich hauptsächlich auf die Verletzung von Artikel 6, § 4 des Sondergesetzes stütze, zulässig sei, weil diese Bestimmung eine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift darstelle, deren Verletzung der Schiedsgerichtshof sanktionieren könne.

Die Exekutive vertritt ferner die Ansicht, dass der erste Klagegrund begründet sei, weil keiner der Kontakte, die zwischen dem Staat und den Regionen stattgefunden hätten, dem Erfordernis von Artikel 6, § 4, 3^o des Sondergesetzes entspreche.

2.A.2.1. Im zweiten Klagegrund führt die Exekutive der Wallonischen Region die Verletzung von Artikel 6, § 1 IX, 2^o, b, und 6, § 4 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen an.

Artikel 6, § 1 IX, 2°, *b*, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erteile dem Staat die Zuständigkeit, allgemeine Massnahmen bezüglich des Zeitweiligen Sonderkaders festzulegen, aber er übertrage den Regionen die Zuständigkeit, diese Massnahmen mittels einzelner oder Verordnungscharakter besitzender Entscheidungen durchzuführen. Der angefochtene königliche Erlass Nr. 472 verletze diese Bestimmung, indem die Durchführung der festgelegten Massnahmen ausschliesslich bei der nationalen Obrigkeit zentralisiert werde.

Auf Grund von Artikel 6, § 4, 3°, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 müssten die Regionalexekutiven an der Genehmigung von Projekten des zeitweiligen Sonderkaders beteiligt werden. Der königliche Erlass Nr. 472 erlaube nicht eine solche Beteiligung und verletze somit diese Bestimmung.

2.A.2.2. Was den zweiten Klagegrund anbelangt, behauptet der Ministerrat zuerst, dass er unzulässig sei, insofern die Verletzung von Artikel 6, § 4, 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980, der keine Zuständigkeitsverteilungsvorschrift darstelle, angeführt werde.

Der Ministerrat ist ferner der Ansicht, dass der zweite Klagegrund insgesamt zurückzuweisen sei.

Was Artikel 6, § 1 IX, 2°, *b*, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft, sei die Regionalzuständigkeit in ihrem Gegenstand beschränkt; sie bezwecke nur den Einsatz von Arbeitslosen, während die Beschäftigungspolitik national sei. Die Regionalzuständigkeit — so der Ministerrat — sei auch in ihren Mitteln beschränkt, sie sei eine Durchführungskompetenz für von der nationalen Obrigkeit getroffene Massnahmen. Eine solche Zuständigkeit unterscheide sich von der durch Artikel 6, § 1 IX, 1° des Sondergesetzes in bezug auf die Arbeitsvermittlung den Regionen erteilten Rechtsetzungsbefugnis.

Was die Verletzung von Artikel 6, § 4, 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft, so behauptet der Ministerrat, dass die neue Regelung ausdrücklich die Intervention der Regionen — in der Form eines vom bezeichneten interministeriellen Ausschuss ausgehenden Vorschlags — in das Verfahren der Entscheidungen zur nunmehr vom Generalverwalter des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung zu erteilenden Genehmigung der Anträge für den Zeitweiligen Sonderkader vorsehe. Der vom interministeriellen Ausschuss gemachte Vorschlag sei ein Verfahren zur « Beteiligung » der Regionalexekutiven. Dieser Teil des Klagegrunds sei demnach für unbegründet zu erklären.

2.A.2.3. In ihren Anträgen erläutert die Exekutive der Wallonischen Region Artikel 6, § 1 IX, 2° *b*, des Sondergesetzes. Die eigene Zuständigkeit der Region umfasse — so die Exekutive — das Festlegen von Massnahmen im Rahmen der nationalen Bestimmungen sowie das Sicherstellen der Durchführung und Einzelanwendung all dieser nationalen und regionalen Massnahmen.

Die Exekutive analysiert anschliessend die einzelnen Teile des zweiten Klagegrunds und konkludiert, dass der königliche Erlass Nr. 472 in verschiedenen Punkten im Widerspruch zu Artikel 6, § 1 IX, 2° des Sondergesetzes stehe.

Der königliche Erlass verletze die Zuständigkeitsverteilungsvorschrift auch dadurch, dass er verschiedene Bestimmungen des Gesetzes vom 22. Dezember 1977, die mit der 1980 zustande gekommenen Zuständigkeitsverteilung unvereinbar sei, unberührt lasse und demzufolge die Regionen daran hindere, ihre Kompetenzen auszuüben.

Der königliche Erlass Nr. 472 verletze auch Artikel 6, § 4, 3° des Sondergesetzes, der die nationale Obrigkeit dazu verpflichte, die Regionalexekutiven an der Genehmigung der Projekte des zeitweiligen Sonderkaders zu beteiligen. Artikel 2 des königlichen Erlasses erhalte namentlich die Entscheidungsbefugnis der nationalen Minister aufrecht und bestimme, dass die Projekte auf Vorschlag eines interministeriellen Ausschusses genehmigt würden, dessen Zusammensetzung der König festlege. Die Regionalexekutiven sässen zwar in diesem Ausschuss, aber sie seien in der Minderheit und hätten keinerlei Entscheidungsbefugnis.

Bezüglich des Gegenstands des angefochtenen Erlasses.

2.B.1. Der angefochtene königliche Erlass Nr. 472 ändert einige Bestimmungen von Abschnitt 3 von Kapitel III des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978 ab, die sich auf den zeitweiligen Sonderkader beziehen.

Der Gegenstand des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 fällt unter 2° *b* des Artikels 6, § 1, IX des Sondergesetzes, der einerseits den Regionen die Zuständigkeit für den Einsatz von zeitweilig und ausser Kader in Tätigkeiten allgemeinen Interesses beschäftigten Arbeitslosen erteilt und andererseits der nationalen Obrigkeit die Zuständigkeit vorbehält, vorab beschäftigungspolitische Massnahmen zum Abbau der Arbeitslosigkeit zu ergreifen.

Bezüglich der Zuständigkeit der Regionen hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen

2.B.2. Die zur Zeit geltenden, einschlägigen Bestimmungen sind die Artikel 6, § 1, IX, 2° und 6, § 4, 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

Artikel 6, § 1, IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die Angelegenheiten im Sinne des Artikels 107^{quater} der Verfassung sind :

...

IX. Was die Beschäftigungspolitik betrifft :

...

2° in Ausführung der von der nationalen Obrigkeit festgelegten Massnahmen :

a) der Einsatz von Arbeitslosen im Rahmen der Beschäftigung durch die Region, die nachgeordneten Behörden und die natürlichen und juristischen Personen;

b) der Einsatz von Arbeitslosen, die zeitweilig und ausser Kader in Tätigkeiten allgemeinen Interesses beschäftigt werden;

... ».

Artikel 6, § 4, 3° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 bestimmt :

« Die Exekutiven werden beteiligt an :

...

3° Den Massnahmen für den Einsatz von Arbeitslosen und der Genehmigung von Projekten im Sinne von § 1, IX, 2° »

2.B.3. Aus der Verbindung der vorgenannten Texte geht hervor, dass angesichts der Angelegenheit « Einsatz von Arbeitslosen » eine Zuständigkeitsverteilung zwischen der nationalen Obrigkeit, die die für den Einsatz geltenden Massnahmen festlegt, und der regionalen Obrigkeit, die ebenfalls über eine eigene Zuständigkeit verfügt, welche jedoch von anderweitig festgelegten Massnahmen abhängig gemacht wird, an denen die Exekutiven gleichwohl beteiligt werden müssen, zustande gebracht worden ist.

Der Umfang der Angelegenheit « Einsatz von Arbeitslosen », die den Regionen untersteht, ist dadurch beschränkt, dass ihre Zuständigkeit nur im Rahmen der Massnahmen, die von der nationalen Obrigkeit im Bereich der auf den Einsatz von Arbeitslosen gerichteten Beschäftigungspolitik festgelegt worden sind, ausgeübt werden kann; dies ist die Tragweite des Begriffs « in Ausführung der... ».

Zur Festlegung der Massnahmen, die sie im Hinblick auf den Abbau der Arbeitslosigkeit — was das Wesentliche ihrer Zuständigkeit ausmacht — für notwendig hält, kann die nationale Obrigkeit nicht nur über ihr gesetzgebendes Organ handeln, sondern auch über ihr vollziehendes Organ, und zwar einschliesslich der ihr unterstehenden Verwaltungsdienststellen, ohne dass sie deshalb und dadurch in den Bereich der den Regionen zugewiesenen Zuständigkeit eingreifen würde.

Die durch des Sondergesetz der nationalen Obrigkeit erteilte Zuständigkeit, « Massnahmen festzulegen », — die Rechtsetzungsbefugnis der nationalen Obrigkeit — erlaubt jedoch nicht die Festlegung von Massnahmen, die die Region daran hindern, vorkommendenfalls Vorschriften in Ausführung besagter Massnahmen festzulegen und die Einzelanwendung dieser Massnahmen sicherzustellen.

2.B.4. In Anwendung von Artikel 6, § 4, 3 des Sondergesetzes müssen die Exekutiven an :

a) den im Hinblick auf den Einsatz von Arbeitslosen festgelegten Massnahmen, also an der Ausübung der nationalen Zuständigkeit;

b) der Genehmigung von Projekten, ausgearbeitet in Anwendung der von der nationalen Obrigkeit festgelegten und von der regionalen Obrigkeit durchgeführten Massnahmen, « beteiligt werden ».

Entgegen den Bestimmungen von Artikel 6, § 1, IX des Sondergesetzes vom 8. August 1980, die die Zuständigkeit in bezug auf die Beschäftigungspolitik regeln, kann die Bestimmung von Artikel 6, § 4, 3^o des Sondergesetzes nicht als eine Vorschrift zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat und Regionen im Sinne des Artikels 1, § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 betrachtet werden.

Diese Bestimmung erlegt der nationalen Obrigkeit Verpflichtungen bei der Ausübung gewisser Aspekte ihrer Zuständigkeit im Bereich der Beschäftigungspolitik auf, aber regelt in keinerlei Hinsicht die jeweilige Normgebungskompetenz von Staat und Regionen in dieser Angelegenheit.

Der Schiedsgerichtshof ist demzufolge nicht zuständig, eine eventuelle Verletzung dieser Bestimmung zu sanktionieren.

Deshalb kann der Hof die Gültigkeit des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 nur anhand der Bestimmungen von Artikel 6, § 1, IX, 2^o des Sondergesetzes vom 8. August 1980 prüfen.

Bezüglich der beiden Klagegründe zusammen.

2.B.5.1. Artikel 1 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ändert in mancherlei Hinsicht Artikel 81 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978, abgeändert durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 und durch den königlichen Erlass Nr. 224 vom 7. Dezember 1983, ab.

Artikel 1, 1^o und 2^o hebt das Erfordernis der Schirmherrschaft angesichts der rechtlichen oder faktischen Personenvereinigungen ohne Gewinnzweck, die als Förderer von Projekten des zeitweiligen Sonderkaders auftreten, auf.

Diese Bestimmungen regeln einen Aspekt des Verfahrens für die Vorlage von Projekten des zeitweiligen Sonderkaders und gehören zur allgemeinen Rechtsetzungsbefugnis der nationalen Obrigkeit im Bereich des Einsatzes von Arbeitslosen. Sie erlegen der Vollziehungskompetenz der Regionen keine Beschränkungen auf und verhindern in keinerlei Hinsicht die Anwendung von Artikel 6, § 1, IX, 2^o des Sondergesetzes.

Artikel 1, 3^o und 4^o ermächtigt den König dazu, die Anwendung des zeitweiligen Sonderkaders abzuändern, was jene Arbeitnehmer betrifft, die beschäftigt werden können. Somit verletzen diese Bestimmungen nicht die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften, zumal sie nur zum Ziel haben, den Anwendungsbereich des zeitweiligen Sonderkaders zu definieren und den König dazu zu ermächtigen, ihn einzuschränken bzw. erweitern.

2.B.5.2. Artikel 2 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ändert Artikel 82 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978 ab.

Diese Bestimmung wies namentlich den subregionalen Beschäftigungsausschüssen beim Verfahren zur Untersuchung der eingereichten Anträge « eine massgebliche Rolle » zu und bestimmte, dass die Anträge vom Minister für Beschäftigung und Arbeit sowie von dem für den Haushalt zuständigen Minister oder Staatssekretär genehmigt werden.

Artikel 2 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 hebt die « massgebliche Rolle » der subregionalen Beschäftigungsausschüsse auf und macht die Entscheidung des Ministers für Beschäftigung und Arbeit sowie des für den Haushalt zuständigen Ministers oder Staatssekretärs von einem Vorschlag eines interministeriellen Ausschusses abhängig.

Die nationale Obrigkeit hat ihren Kompetenzbereich nicht überschritten, indem sie die Intervention der subregionalen Beschäftigungsausschüsse aufgehoben und die Intervention eines interministeriellen Ausschusses in das Beschlussfassungsverfahren eingegliedert hat.

Das Regeln der Grundprinzipien des Verfahrens für die Einreichung und Untersuchung der Anträge für Projekte des zeitweiligen Sonderkaders gehört nämlich zum normativen Rahmen, den die nationale Obrigkeit angesichts des Einsatzes von Arbeitslosen zu schaffen vermag.

Zwar erfolgt die Genehmigung konkreter Projekte im Rahmen der Durchführung von durch die nationale Obrigkeit festgelegten Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen.

Auf Grund von Artikel 6, § 1, IX, 2^o des Sondergesetzes könnte man behaupten, die Genehmigung konkreter Projekte würde zur Durchführungs- und Anwendungskompetenz der regionalen Obrigkeiten gehören.

Die Bestimmung von Artikel 6, § 1, IX, 2^o ist aber nicht isoliert sondern vielmehr in Verbindung mit der Bestimmung von Artikel 6, § 4, 3^o zu betrachten, nach dem die Exekutiven sowohl an den Massnahmen für den Einsatz von Arbeitslosen als auch an der Genehmigung von Projekten « beteiligt werden », was zwangsläufig impliziert, dass die endgültige Entscheidung in dieser Angelegenheit weiterhin der nationalen Obrigkeit obliegt.

Artikel 2 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472, der die Genehmigungsbefugnis — nach wie vor — dem Minister für Beschäftigung und Arbeit und dem für den Haushalt zuständigen Minister oder Staatssekretär erteilt, ist daher genausowenig durch Zuständigkeitsüberschreitung angetastet.

2.B.5.3. Artikel 3 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ersetzt Artikel 83 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 durch eine neue Bestimmung und erteilt den Arbeitsvermittlungsdienststellen des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung die Zuständigkeit, die im zeitweiligen Sonderkader zu beschäftigenden Arbeitnehmer vorzuschlagen, Artikel 3 bestimmt ferner, dass der Generalverwalter des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung oder sein Delegierter die gemäss den genehmigten Anträgen geschlossenen Arbeitsverträge genehmigt, nachdem der Direktor der subregionalen Beschäftigungsausschüsse untersucht hat, ob die Arbeitnehmer die Anstellungsbedingungen erfüllen.

So wie Artikel 3 aufgesetzt ist, schliesst er die regionale Obrigkeit beim Vorschlagen der Arbeitnehmer und beim Schliessen und Genehmigen des Vertrags aus; auch räumt er der regionalen Obrigkeit keine Rolle bei der Ausführung des zu schliessenden Vertrags ein.

Artikel 3 ist demzufolge mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

2.B.5.4. Artikel 4, 1^o des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ergänzt Artikel 84 Absatz 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 in der durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 abgeänderten Fassung und begrenzt die Dauer der befristeten Arbeitsverträge auf ein Jahr.

Die nationale Obrigkeit, die für die Ergreifung von Massnahmen bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen zuständig ist, darf auch die zeitliche Tragweite dieser Massnahmen beschränken.

Artikel 4, 2^o ersetzt Artikel 84 Absatz 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 in der durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 abgeänderten Fassung, nach dem eine Abschrift des Arbeitsvertrags dem Direktor des Regionalbüros des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung zuzusenden war.

Gemäss dem neuen Artikel 84 Absatz 3 ist nunmehr dem Generalverwalter des Landesamtes für Arbeitsvermittlung oder seinem Delegierten, sowie dem Direktor des Subregionalen Beschäftigungsdienstes des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung eine Abschrift zu übersenden.

Es obliegt der nationalen Obrigkeit, angesichts einer bereits vor dem Inkrafttreten des Sondergesetzes vom 8. August 1980 festgelegten Massnahme bezüglich des Einsatzes von Arbeitslosen zu beurteilen und zu bestimmen, welche Organe oder öffentlichen Einrichtungen, die von ihr abhängen, mit einer bestimmten Durchführungsaufgabe betraut sind, insofern dadurch die Durchführungskompetenz der Regionen nicht beeinträchtigt wird.

Die Bestimmung von Artikel 4, 2^o des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 bleibt innerhalb der nationalen Zuständigkeit.

2.B.5.5. Artikel 5 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ersetzt den bisherigen Wortlaut von Artikel 86 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 in der durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 und durch den königlichen Erlass Nr. 27 vom 24. März 1982 abgeänderten Fassung durch einen neuen Wortlaut. Diese Bestimmung regelt die Modalitäten der Entlohnung der beschäftigten Arbeitnehmer, stellt Ansprüche an die Arbeitnehmer in puncto Diplome, Zeugnisse oder Befähigungsnachweise und bestimmt schliesslich, dass gewisse Arbeitnehmerkategorien eine zusätzliche Entlohnung auf Kosten des Staates erhalten können, und zwar in den Fällen und unter den Bedingungen, die der König in einem im Ministerrat verhandelten königlichen Erlass bestimmt.

Die bezeichnete Bestimmung nimmt am Gesetz vom 22. Dezember 1977 keine weitere Änderung vor, als die Aufhebung einer Bestimmung, die sich auf eine 1982 eingeführte Übergangsformel bezog.

Durch die Verabschiedung der Bestimmungen des neuen Artikels 86 bleibt die nationale Obrigkeit innerhalb des Rahmens der Massnahmen, die sie festlegen darf, ohne die Durchführungskompetenz der Regionen zu beeinträchtigen.

2.B.5.6. Artikel 6 hebt Artikel 87 Absatz 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 in der durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 abgeänderten Fassung auf.

Diese Bestimmung lautet folgendermassen :

« Wenn aber die Projekte von einer staatlichen Behörde oder von einer gemeinnützigen Einrichtung eingereicht werden, können die beteiligten Minister das Landesamt für Arbeitsbeschaffung von der Zahlung der Entlohnung und von der Erfüllung der Verpflichtungen gemäss Absatz 2 anstelle des Arbeitgebers befreien. In diesen Fällen wird nicht von den üblichen Regeln der Sozialversicherungspflicht abgewichen; das Landesamt für Arbeitsbeschaffung erstattet dem Arbeitgeber den von Letztgenanntem für Entlohnung und Sozialabgaben ausgegebenen Betrag zurück. »

Eine solche Bestimmung kann in die von der nationalen Obrigkeit im Hinblick auf den Einsatz von Arbeitslosen festgelegten Massnahmen eingeordnet werden und tut der Durchführungskompetenz der Regionen keinen Abbruch.

Artikel 6 enthält somit keine Verletzung einer Zuständigkeitsverteilungsvorschrift, da er nur eine Bestimmung aufhebt, die der nationale Gesetzgeber auf Grund seiner Zuständigkeit im Bereich des Einsatzes von Arbeitslosen erlassen kann.

2.B.5.7. Artikel 7 des angefochtenen königlichen Erlasses Nr. 472 ersetzt in Artikel 88 Absatz 2 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 die Wörter « der Direktor des Regionalbüros » durch die Wörter « der regionale Arbeitslosigkeitsinspektor ».

Artikel 88 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977, so wie er abgeändert wurde, regelt die anwendbaren Strafmassnahmen gegen Arbeitslose, die sich weigern, einen Vertrag abzuschliessen, der ihnen in Anwendung der von der nationalen Obrigkeit festgelegten Einsatzmassnahmen angeboten wird, sowie gegen Arbeitnehmer, denen wegen schweren Verschuldens gekündigt wird. Diese Strafmassnahme besteht in der Verwirkung des Anspruchs auf Arbeitslosenunterstützung. Die Entscheidung wird vom regionalen Arbeitslosigkeitsinspektors getroffen.

Die Vorschriften bezüglich der Arbeitslosenunterstützung sind insgesamt eine nationale Angelegenheit geblieben. Die nationale Obrigkeit kann bestimmen, welcher nationale Dienst oder Beamte mit der Durchführung und Anwendung dieser Vorschriften beauftragt wird.

Artikel 7 fällt daher unter die einschlägige Rechtsetzungsbefugnis der nationalen Obrigkeit.

2.B.5.8. Artikel 8 streicht in Artikel 89 Absatz 3 des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 in der durch den königlichen Erlass Nr. 20 vom 8. Dezember 1978 abgeänderten Fassung die Wörter « und vom Direktor des Regionalbüros des Landesamtes für Arbeitsbeschaffung genehmigt ».

Besagter Artikel 89 bestimmt in seiner heutigen Fassung :

« Die vom König bezeichneten Bediensteten sehen zu, dass die Arbeitgeber die Arbeitnehmer unter den Bedingungen und für die Aufgaben, die im dem vom Minister genehmigten Antrag festgelegt sind, beschäftigen.

Im Falle der Nichteinhaltung kann der Minister die Last der Entlohnung sowie der entsprechenden Sozialabgaben ganz oder teilweise den Arbeitgebern übertragen und nötigenfalls gemäss den vom König festgelegten Einziehungsmodalitäten zur Rückerstattung schreiten.

Die Anwendung der im zweiten Absatz vorgesehenen Strafe darf den Rechten des Arbeitnehmers, die sich aus der Erfüllung seines Arbeitsvertrags ergeben, keinen Abbruch tun. »

Eine solche Bestimmung fällt unter die einschlägige Rechtsetzungskompetenz der nationalen Obrigkeit.

2.B.5.9. Artikel 9 legt den Tag des Inkrafttretens des königlichen Erlasses Nr. 472 fest und enthält keine Verletzung der Zuständigkeitsverteilungsvorschriften.

2.B.5.10. So wie in allen Gesetzen oder Sondervollmachtenerlasse, wird in Artikel 10 die Durchführung der national getroffenen Massnahmen auch hier nationalen Behörden anvertraut. In Anbetracht der Nichtigklärung von Artikel 3 durch dieses Urteil kann diese Aufgabe nicht als Aneignung der Regionalkompetenz hinsichtlich des Einsatzes von Arbeitslosen aufgefasst werden.

2.B.6. Der Hof stellt einerseits fest, dass im Verwaltungsbezirk Brüssel-Hauptstadt nur die nationale Obrigkeit im Bereich der Beschäftigungspolitik zuständig geblieben ist, und andererseits, dass der angefochtene königliche Erlass Nr. 472 in den drei Regionen des Landes anwendbar ist. Deshalb soll sich die Nichtigklärung von Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 472 auf die Wallonische sowie auf die Flämische Region beschränken.

2.B.7. Im Hinblick auf die Rechtssicherheit, mit dem Ziel, die Rechtsstellung der im zeitweiligen Sonderkader beschäftigten Arbeitnehmer zu sichern, soll im Wege der Allgemeinverfügung die Rückwirkung der Nichtigklärung von Artikel 3 eingeschränkt werden, und zwar gemäss Artikel 6, § 2 des organisierten Gesetzes und Artikel 1 des Gesetzes vom 10. Mai 1985 über die Folgen der vom Schiedsgerichtshof verkündeten Nichtigklärungsurteile.

Aus diesen Gründen :

Der Hof,

1. erklärt Artikel 4, 1^o des Gesetzes vom 30. März 1987 zur Bekräftigung der königlichen Erlasse, festgelegt in Ausführung von Artikel 1 des Gesetzes vom 27. März 1986 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König, insofern diese Bestimmung Artikel 3 des königlichen Erlasses Nr. 472 vom 28. Oktober 1986 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 1977 bezüglich der Haushaltsvorschläge 1977-1978 bekräftigt, sowie besagten Artikel 3 des erwähnten königlichen Erlasses, insofern diese Bestimmungen für die Wallonische Region und für die Flämische Region gelten, für nichtig;

2. weist die Klage im übrigen zurück;

3. erhält die Folgen der somit für nichtig erklärten Bestimmungen angesichts aller Verträge, die vor dem Tag der Veröffentlichung dieses Urteils auf Grund der angefochtenen Normen entstanden sind, endgültig aufrecht.

So ausgesprochen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäss Artikel 55 des organisierten Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Dezember 1988.

Der Kanzler,
(Gez.) H. Van Der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
(Gez.) E. Gutt.

F. 88 — 2294

Arrêt

Numéro du rôle : 67.

Arrêt n^o 73 du 22 décembre 1988.

En cause : le recours introduit par l'Exécutif régional wallon en annulation partielle de la loi du 11 février 1986 sur la police communale.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents E. Gutt et J. Delva,

et des juges J. Sarot, J. Wathelet, M. Melchior, H. Boel et L. De Grève,

assistée du greffier H. Van Der Zwalmen,

sous la présidence du président E. Gutt,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

1.1. Par requête envoyée à la Cour par lettre recommandée déposée à la poste le 2 décembre 1987 et reçue au greffe le 3 décembre 1987, l'Exécutif régional wallon demande d'annuler la loi du 11 février 1986 sur la police communale « en toutes ses dispositions où elle outrepassa sa compétence, particulièrement en son article 1^{er}, lequel insère dans la loi communale notamment les articles 178, 180, 187 et 188, ainsi que ces articles eux-mêmes, lesquels outrepassant la compétence nationale telle qu'elle résulte des articles 107 *quater* et 108 de la Constitution, et de l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980, attribuent aux gouverneurs de province et au Roi la tutelle des mesures disciplinaires (suspension ou révocation) prises par les bourgmestres ou les conseils communaux ».

1.2. Par conclusions du 26 février 1988, l'Exécutif régional wallon étend sa demande qu'il reformule dans son intégralité comme suit :

« annuler ladite loi du 11 février 1986 en ce qu'elle outrepassa la compétence du législateur national telle qu'elle résulte des articles 107 *quater* et 108 de la Constitution et de l'article 7 de la loi spéciale de régionalisation du 8 août 1980 sur les articles suivants :

Article 178.

Article 178, § 1^{er}, alinéa 4, en ce qui concerne le recours ouvert contre la décision du gouverneur et du bourgmestre.

Article 178, § 2, alinéa 3, en ce qui concerne le recours ouvert contre la décision du gouverneur et du bourgmestre.

Article 178, § 3, en ce qu'il ouvre les mêmes recours au commissaire de police (lire : commissaire de police en chef).